

DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS

Nous sommes un groupe de citoyens français et de divers États-membres de l'Union Européenne.

Nous faisons, comme d'autres, le constat que les traités européens, la loi française, le fonctionnement harmonieux de la démocratie ne sont plus respectés.

Nous constatons que, durant la mandature du Parlement européen qui se termine, la Commission Européenne n'a cessé d'étendre ses pouvoirs bien au-delà de ce que lui accordent les traités qui fondent l'UE. Mais ni le Parlement européen ni le gouvernement français ne s'en sont offusqués : au contraire, ils l'ont à plusieurs reprises encouragé.

Nous constatons que le gouvernement français n'a pas vraiment ni sincèrement l'intention, d'ici la fin du mandat présidentiel d'Emmanuel Macron, de revenir dans le déficit limite de 3% du PIB autorisé par le traité de Maastricht. Non seulement la France ne tient pas son engagement européen sur la dette mais nos gouvernements en tirent l'idée qu'ils peuvent continuer à s'endetter au détriment des futures générations de Français et des autres peuples européens.

Nous vivons dans un mode de gouvernement politique où « les promesses n'engagent que les électeurs qui y croient ». Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à se défier de leurs représentants.

Ce manque de sérieux choque notre conscience de citoyens responsables, décidés à assumer leur part d'effort pour affirmer la puissance de notre Nation, héritage de notre Histoire millé-

naire et bien commun à transmettre à nos enfants.

Nous ne voulons pas nous résigner à ce que perdure cette situation où les Français et les autres Européens sont entraînés à la catastrophe par des dirigeants qui n'écourent plus rien.

Nous avons décidé d'agir en présentant une liste de citoyens aux élections européennes. Nous ne nous reconnaissons dans aucun des partis établis et abondamment médiatisés. Nous venons de tous les horizons professionnels et géographiques.

Plus globalement, nous sommes favorables à un modèle de société conforme à l'héritage français, dont le plan Rueff-Pinay de 1959 a exprimé l'essence : des finances publiques équilibrées, des efforts partagés dans toute la société, et un encouragement à l'expression des forces vives de la société sans intervention paternaliste de l'État. Nous ne pouvons accepter la dépréciation, en termes réels, de la valeur de la monnaie cause de l'inflation cachée, de l'effondrement du pouvoir d'achat de l'appauvrissement général, à l'opposé de l'objectif programmatique de prospérité et de développement harmonieux proclamé par les Traités.

Les élections européennes doivent être la première étape d'une révolution démocratique, d'un retour au respect de la loi et des traités internationaux, dans l'esprit des pères fondateurs de l'Europe, et d'une reconstruction de la République que nous a léguée le général De Gaulle.

Il y a urgence pour notre pays.